



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS (LG)

Allée de Castillon
Bâtiment SGE
33370 Artigues-Près-Bordeaux

Références : 26-257

Code AIOT : 0005203716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS (LG) implanté Banieux, L'Espasot, Langlais, La Bastide, Petits Pardiacs, Messaut, Les Marais 33190 Fontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (LG)
- Banieux, L'Espasot, Langlais, La Bastide, Petits Pardiacs, Messaut, Les Marais 33190 Fontet
- Code AIOT : 0005203716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 17 276 du 24/07/13, la société LAFARGE a été autorisée à exploiter par renouvellement et extension une carrière à ciel ouvert à cheval sur les communes de FONTET, LOUPIAC de la REOLE et BLAIGNAC, pour 13 ans.

La carrière s'étend sur 84,35 ha. Le gisement exploitable est constitué de sables, graviers et galets siliceux, mis en place par La Garonne, extraits en fouille noyée à l'aide d'une dragueline, sans rabattement de nappe.

Après ressuyage, les matériaux sont chargés dans une trémie et transportés par tapis jusqu'à une unité de traitement situé à l'entrée du site. Cette unité relève aussi de la réglementation ICPE et fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation distinct.

Le site est autorisé à extraire 242 kt de matériaux en moyenne annuelle et à 472 kt au maximum (APC 2018). En 2023 et 2024, l'extraction est inférieure à 200 kt.

L'objectif de cette inspection consiste à vérifier la remise en état et le respect du phasage autorisé en vue de l'échéance de l'autorisation fixée à juillet 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/07/2013, article 7.2, 9.1, 11 et 12	Sans objet
2	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 10/03/2020, article 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'extraction des matériaux et la remise en état du site s'effectuent bien à l'avancée avec de récents réaménagements et plantations. Toutefois, la situation économique a conduit l'exploitant à ralentir la cadence d'extraction qui n'est pas terminée. Une demande de prolongation de 4 ans a bien été déposée et fait l'objet d'un rapport séparé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2013, article 7.2, 9.1, 11 et 12
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre, cote et phasage
Prescription contrôlée : Art.3 : L'autorisation d'exploiter est accordée (...) pour une durée de 13 ans. Art.7.2 : L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté. En particulier les délais suivants, sur lesquels aucune extraction n'est autorisée, seront respectés :

- 2 zones non exploitées dans les angles Sud-Ouest et Sud-Est du périmètre d'extraction du fait des faibles épaisseurs de matériaux exploitables ;
- l'extrémité Nord du fait de la présence d'une ligne électrique BTA qu'il n'est pas prévu de déplacer à cet endroit ;
- une bande d'environ 585 m de long afin de constituer à terme 2 lacs distincts, qui correspond pour partie au chemin d'exploitation cadastré n° 62 puis se prolonge vers le Nord-Ouest en suivant la limite séparant les parcelles n° 11 et 12.

Art.9.1 : La puissance exploitée (découverte + gisement) est de 10.5 mètres.
La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale de +2 m NGF.

Art.11 : Pour tenir compte de servitudes particulières, les retraits suivants seront respectés :

- 5 m auxquels s'ajoute la profondeur de l'excavation sans être inférieur à 10 m, vis à vis de la RD 12 ;
- 20 m pris par rapport au pied du talus du canal latéral à la Garonne ;
- 50 m vis à vis de chacune des habitations riveraines.

Art.12 : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Constats :

L'exploitant a remis un plan d'exploitation complet mis à jour en septembre 2025.

Les délais et retraits au regard de la route départementale, du canal latéral et des habitations riveraines sont respectés.

Sur les zones récemment extraites, la cote de fond de fouille la plus profonde présentée est conforme (2,79 m NGF).

De manière générale, l'exploitation respecte la géographie et la chronologie autorisées. La remise en état à l'avancée est respectée. En revanche, un retard de plusieurs années est observé, et l'échéance de l'autorisation ne sera pas respectée. L'exploitant explique cette situation par la situation économique le conduisant à ralentir la cadence d'extraction.

Une demande de prolongation de 4 ans a été déposée le 2 février 2026 incluant une révision des garanties financières. L'instruction de cette demande fait l'objet d'un autre rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2020, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Art.3.4 : Afin de s'assurer de l'absence d'impact de ces remblais, la surveillance piézométrique prévue au point 13.5.3 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013 susvisé est complétée par le contrôle des paramètres suivants sur les piézomètres PZ1, PZ2 et dans le plan d'eau qui jouxte la zone remblayée : conductivité, HAP, métaux lourds par éléments trace - As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Se , Zn. Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Art.13.5.3 : Surveillance piézométrique La surveillance piézométrique est réalisée à l'aide des 3 piézomètres existants complétés par deux nouveaux piézomètres, le premier en partie amont de l'extension (au Sud) et le second à l'aval (au Nord). Les paramètres suivants sont contrôlés deux fois par an en hautes et basses eaux sur ces 5 piézomètres : pH, température, Demande Chimique en Oxygène (DCO), hydrocarbures, Matières En Suspension. Les résultats sont tenus à disposition de l'Inspection.
Constats : Le bilan du suivi des eaux souterraines, à l'aide de 5 piézomètres, pendant les hautes et basses eaux 2024 et 2025 a été fourni. L'ensemble des paramètres attendus est suivi. Les résultats sont stables dans le temps et n'appellent pas de remarque. Par sondage sur le terrain, la tête du piézomètre 6 situé en aval hydraulique de la carrière a été observé en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite